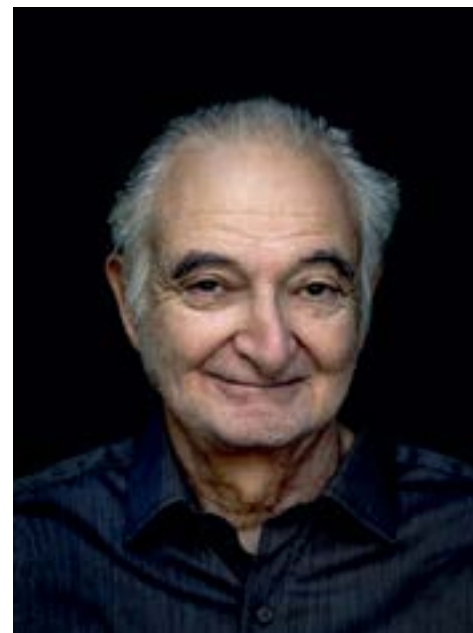


Jacques Attali



Vous opposez l'économie de la vie à l'économie de la mort. Dans l'un de vos récents ouvrages, vous expliquez notamment que l'économie de la vie vise à produire et à consommer autrement pour mieux préserver la vie sur Terre. Est-ce que le développement d'une telle économie serait, selon vous, de nature à réinterroger la place qu'occupent aujourd'hui les territoires ruraux et les acteurs des territoires ruraux dans l'économie ?

L'économie de la vie, c'est l'ensemble des activités humaines qui ne nuisent pas à la vie ; cela suppose en particulier le développement d'activités qui pourraient trouver leur place dans les territoires ruraux où les habitants sont à la recherche d'une vie plus saine ; le cadre de la campagne lui-même est particulièrement approprié au développement d'une telle économie, parce que plus « naturel ». Malgré tout, dans l'économie rurale, il y a aussi une économie de la mort ! Une ruralité qui utilise le diesel ou les pesticides... Il faut transformer la ruralité tout autant que l'urbanité et

développer une véritable économie de la vie préservant la planète. On ne peut pas dire que la vie rurale, par définition, c'est l'économie de la vie. Disons plutôt que la ruralité est une condition nécessaire à l'économie de la vie, mais pas une condition suffisante.

Dans le contexte actuel, marqué par des fractures sociales importantes, des revendications fortes en matière de pouvoir d'achat, est-ce que ce discours autour d'une économie de la vie vous semble facilement recevable ?

Tout à fait. L'économie de la vie suppose aussi la justice sociale. Si les produits sains, pour prendre l'exemple de la production agricole, sont des produits réservés aux plus riches, ils vont rester très chers, tandis que si on donne à tous les moyens de pouvoir y accéder, leurs prix vont inévitablement baisser. Un tel modèle peut se développer par la loi et par une politique fiscale qui inciterait à consommer moins d'énergie fossile, moins de produits artificiels, plus de biens

recyclés. Il peut émerger aussi du fait de comportements individuels, si chacun refuse de travailler dans des entreprises de l'économie de la mort, si nous décidons de ne plus utiliser d'énergie fossile, de ne plus consommer des produits alimentaires mauvais pour la planète et pour la santé humaine, si nous nous intéressons à ce que les banques font de notre argent, ce qu'elles financent avec, si nous nous engageons dans des associations et des partis qui participent de l'économie de la vie...

Est-ce que l'hyperconcentration dans les centres urbains a, selon vous, un impact sur notre production, notre consommation, et sur le modèle économique actuel ? Est-ce qu'il n'y a pas là à faire évoluer la répartition des hommes sur le territoire ?

On va aller vers une concentration plus grande encore demain avec une réduction massive de la population rurale ; dans les pays les plus avancés, il y a de moins en moins de population dans les campagnes. La population rurale mondiale globale décroît pour la première fois dans l'histoire.

Il y a des pistes à explorer pour y remédier. Par exemple, au Japon, chacun peut attribuer 20 % de ses impôts locaux à une autre commune que la sienne. Cela peut changer radicalement les choses.

Il y a aujourd'hui des fractures politiques importantes qui sont aussi le reflet de fractures sociales. Est-ce qu'il ne nous manque pas un projet de société pour recréer les conditions d'une

unité nationale ? Est-ce que l'économie de la vie pourrait être au fondement de ce projet ?

L'économie de la vie est projet de société, une vision du monde globale, dans laquelle on pense le meilleur usage possible du cadre de vie. Pour lui donner naissance, il faut une vraie articulation entre les différents échelons : local, national et mondial. Je rêve déjà d'une ville dont le slogan serait « La ville de l'économie de la vie », qui mettrait en œuvre cette économie dans toutes ses dimensions, aussi systématiquement que possible.

Le concept d'agroécologie revendiqué par l'ancien ministre Stéphane Le Foll repose sur des fondamentaux qui finalement ne sont pas très éloignés de ceux de l'économie de la vie. Qu'est-ce qui selon vous fait qu'aujourd'hui ce concept a du mal à prendre corps au sein du monde agricole ?

Les forces du monde agricole sont malheureusement trop souvent portées par des visions à très court terme, qui empêchent de diffuser les idées des enjeux de long terme.

L'économie de la vie est-elle compatible avec une économie de marché, libérale ?

L'économie de la vie est moins rentable que l'économie de la mort. Il faut donc créer les conditions permettant de la rendre plus rentable en intervenant sur le marché par la fiscalité et la réglementation.